

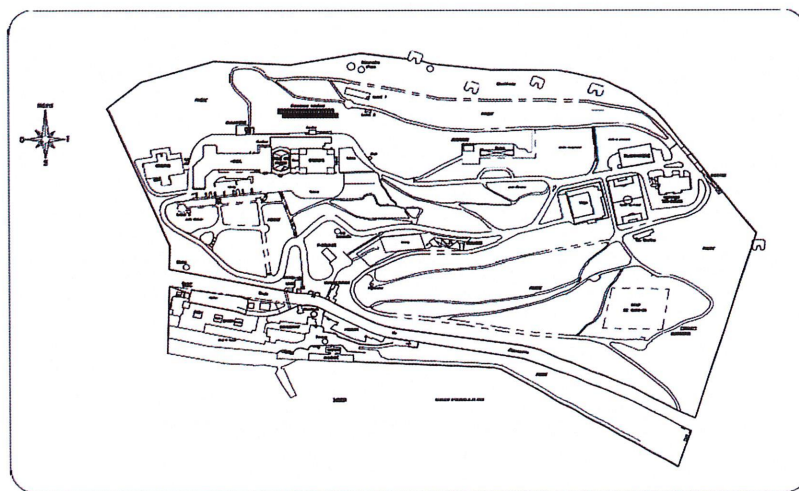
**HOPITAL SAN SALVADOUR**  
Remplacement des volets coupe-feu du bâtiment  
Hôtel

---

**CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES**

**PRESCRIPTION TECHNIQUES COMMUNES**

**Phase DCE**



---

Indice : 0

Date : 03/03/2025

Rédacteur : Corrade Capirchio

---

Table des matières

## Table des matières

<b>1</b>	<b>DEFINITION DE L'OPERATION</b>	<b>3</b>
1.1	Préambule	3
1.2	Présentation du site	4
1.3	Phasage de réalisation	4
1.4	Répartition des travaux	4
1.5	Connaissance des lieux	5
1.6	Contraintes importantes	5
1.6.1	Travaux en milieu occupé	5
1.6.2	Mesures relatives aux infections nosocomiales	5
1.7	Intervenants	6
1.7.1	Renseignements administratifs	6
1.7.2	Maître d'œuvre	6
<b>2</b>	<b>REGLEMENTATION EN VIGUEUR</b>	<b>7</b>
<b>3</b>	<b>NORMES EN VIGUEUR</b>	<b>7</b>
<b>4</b>	<b>PLANNING</b>	<b>8</b>
<b>5</b>	<b>CLAUSES TECHNIQUES GENERALES</b>	<b>8</b>
5.1	Prestations incluses dans le marché	8
5.2	Responsabilité du titulaire	9
5.3	Dossier d'exécution	10
5.4	Dossier des ouvrages exécutés	10
5.5	Réunion et visite de chantier	10
5.6	Moyen de travail en hauteur	10
5.7	Nuisances sonores	11
5.8	Trous, percements et scellements	11
5.9	Protection des ouvrages et des personnes	11
5.10	Nettoyage de chantier	12
5.11	Paramétrage et Mise en service	13
5.12	Rapport d'essais par autocontrôle	13
5.13	Contrôles, Essais et Réception	13
5.14	Dépose des équipements existants	14
5.15	Propreté du chantier	14
5.16	Installation de chantier	15

# 1 DEFINITION DE L'OPERATION

## 1.1 Préambule

Le présent cahier des charges concerne les travaux de remplacement des volets coupe-feu du bâtiment Hôtel de l'hôpital San Salvador situé 4312, route de l'Almanarre 83400 Hyères.

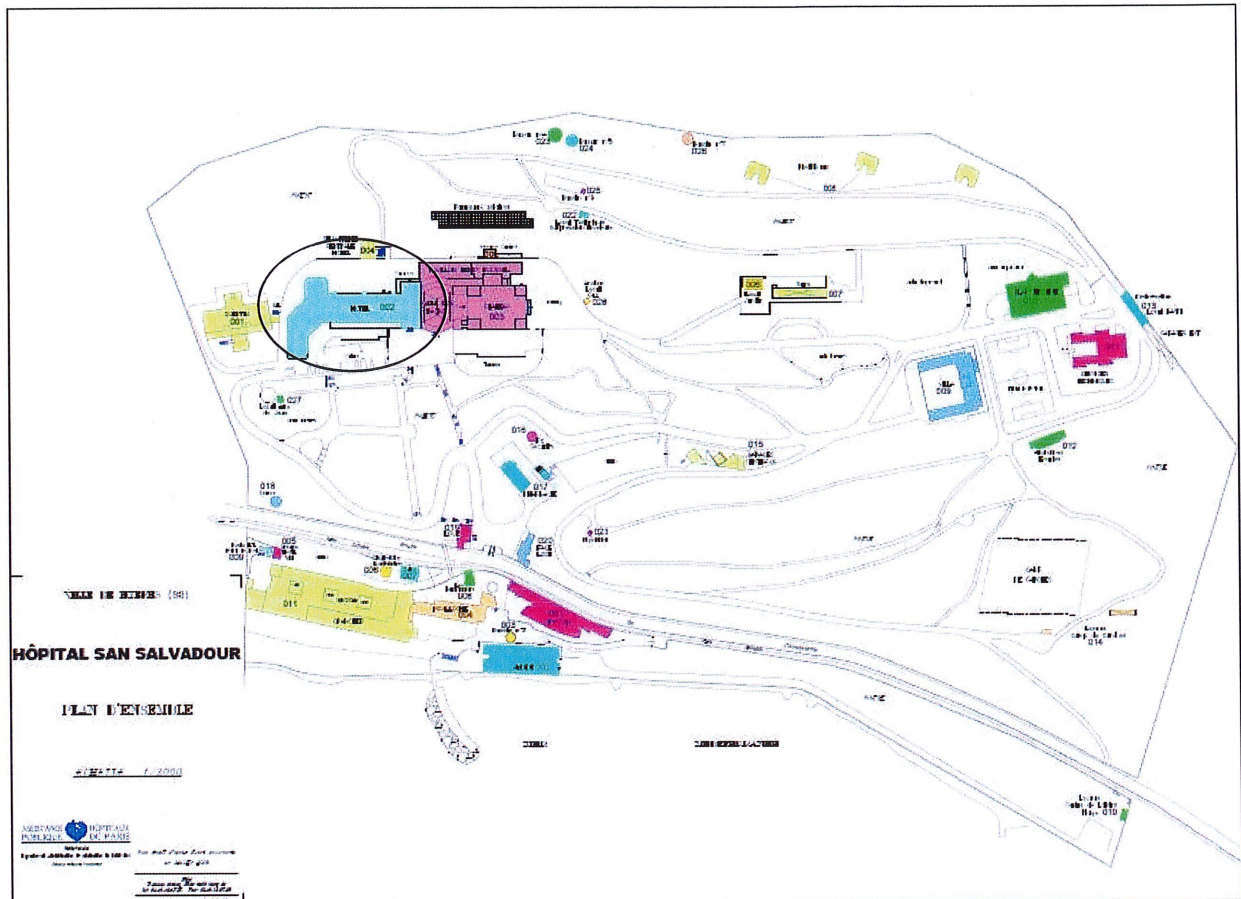


L'opération consiste au remplacement des volets coupe-feu anciens par des nouveaux à réarmement motorisé.

## 1.2 Présentation du site

L'hôpital San Salvador est composé de différents bâtiments répartis sur deux zones distinctes identifiées « Secteur bas » et « secteur haut », avec pour séparation physique la route de l'Almanarre.

Le bâtiment concerné par le présent projet est le Bâtiment Hôtel :



## 1.3 Phasage de réalisation

- Une tranche ferme correspondant aux travaux sur le bâtiment Hôtel.

## 1.4 Répartition des travaux

L'ensemble des prestations composant le projet sera réalisé en LOT suivant la liste ci-dessous :

- Lot1 : Electricité
- Lot 2 : Désenfumage

## 1.5 Connaissance des lieux

L'entrepreneur est tenu de connaître les lieux ainsi que les voies d'accès au site et ne saurait se prévaloir ultérieurement d'une connaissance insuffisante du site, non plus que de tous les éléments locaux existants tels que la nature des sols, moyens d'accès, sécurité, conditions climatiques, infiltrations souterraines, etc....

Il est donc expressément invité à visiter les lieux et à réclamer au maître d'œuvre au moment de son étude, toutes les précisions qu'il pourrait souhaiter.

## 1.6 Contraintes importantes

### 1.6.1 Travaux en milieu occupé

Les travaux se feront en site occupés. En aucun cas, pendant la durée des travaux l'activité du personnel et des usagers ne devra être interrompue.

Un planning précis devra définir un phasage des travaux par « zone protégée ».

Les travaux en cours dans une zone protégée devront être finalisés avant de démarrer les travaux dans une autre zone. Une méthodologie d'intervention sera définie avec la maîtrise d'ouvrage pour chaque phase de travaux en identifiant le risque par unité, précisant les moyens techniques (barrières, rubalises, notes d'information, ...) et humains (personnel encadrant responsable de la sécurité) à mettre en œuvre seront définies

### 1.6.2 Mesures relatives aux infections nosocomiales

L'entreprise pendant la durée des travaux prendra les dispositions afin de limiter au maximum les risques d'aspergillose liés aux travaux.

Liste générale des mesures :

- Définir l'accès chantier.
- Définir l'isolement du chantier.
- Evacuation des gravois.
- Conteneurs fermés ou bâchés.
- Cheminement des gravois.
- Horaires habituels du service.
- Nettoyage du chantier.
- Balayages humides.
- Evacuation régulière de gravats
- Abords maintenus très propres.

Toutes ces mesures sont à inclure dans le dossier de travaux. Un document doit être élaboré en collaboration avec l'établissement. Un exemplaire sera affiché sur les lieux du chantier pour rappel. Chaque responsable d'entreprise devra veiller au bon respect des consignes qui concernent sa spécialité.

Au cours du chantier, avant et après la mise en place des protections en polyane formant isolement de la zone de chantier, il sera effectué des contrôles et mesures de manière à garantir leur efficacité.

Il sera établi avant démarrage des travaux un mémoire indiquant les dispositions prises pour les corps d'état concernés, mémoires soumis à l'approbation du CLIN (Comité de Lutte contre les Infections Nosocomiales).

## **1.7 Intervenants**

### **1.7.1 Renseignements administratifs**

Maîtrise d'ouvrage : Hôpital San Salvador  
Direction des Travaux et de la  
Maintenance Technique 4312 Route de  
l'Almanarre - BP 30080  
83407 Hyères Cedex

Représenté par : M. David MORGAN  
Téléphone : 04.94.38.09.50

### **1.7.2 Maître d'œuvre**

Hôpital San Salvador  
Direction des Travaux  
4312 Route de l'Almanarre - BP 30080  
83407 Hyères Cedex

Représenté par : M. Ali Benyoub  
Téléphone : 04.94.38.01.50

## 2 REGLEMENTATION EN VIGUEUR

- Code du travail ;
- Code de la construction et de l'habitation ;
- Arrêté du 25 juin 1980, modifié par l'arrêté du 2 février 1993, relatif au règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du Public ;
- Arrêté du 23 mai 1989, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type U.
- Arrêté du 10 décembre 2004, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type U.
- Arrêté du 12 juin 1982, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type N.
- Arrêté du 21 avril 1983, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type V.
- Arrêté du 4 juin 1982, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type R.
- Arrêté du 12 juin 1995, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type S.
- Arrêté du 25 octobre 2011, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type O.
- Arrêté du 05 février 2007, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type L.
- Arrêté du 21 avril 1983, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type W.
- Arrêté du 2 juin 1982, relatif au règlement de sécurité dans les établissements de type N.
- L'instruction Technique n°246 relative au désenfumage dans les ERP.

## 3 NORMES EN VIGUEUR

- Normes : NFS 32 0001 ;
- Normes européennes EN 54-1, EN 54-2, EN 54-3, 54.4, 54.5, 54.7, 54.10 et 54.12 ;
- Normes NFS 61.930 à NFS 61.940 relatives aux Systèmes de Sécurité Incendie (SSI) et éléments constitutifs :
  - NFS 61.930 - Système de Sécurité Incendie, système concourant à la sécurité contre les risques d'incendie et de panique (avril 2001)
  - NFS 61.931 - Système de Sécurité Incendie, dispositions générales (février 2014)
  - NFS 61.932 - Système de Sécurité Incendie, règles d'installations des Systèmes de Mise en Sécurité Incendie (juillet 2015)
  - NFS 61.933 Système de Sécurité Incendie, règles d'exploitations et de maintenance (septembre 2011)
  - NFS 61.934 - Centralisateurs de Mise en Sécurité Incendie (CMSI mars 1991)
  - NFS 61.935 - Système de Sécurité Incendie Unités de signalisation (U.S. décembre 1990)
  - NFS 61.936 - Système de Sécurité Incendie Équipement d'Alarmes (mai 2013)
  - Normes NF S 61.937.1 (prescriptions générales de décembre 2003), .2 (portes battantes ... de décembre 2003) et .5 (clapets ... de décembre 2005) sont également applicables
  - NFS 61.938 - Système de Sécurité Incendie (SSI juillet 1991)

- NFS 61.939 - Système de Sécurité Incendie Alimentations Pneumatiques de Sécurité (A.P.S.)
- NFS 61.940 - Système de Sécurité Incendie Alimentations Électriques de Sécurité (AES)
- NFS 61 970 – Système de Sécurité Incendie, règles d'installations des Systèmes de Détection Incendie (Février 2013).
- Fascicule FDS 61.949 commentaires et interprétations des Normes NFS 61.930 et suivantes ;
- Norme NFC 15.100 règles relatives aux installations électriques à basse et très basse tension.

## 4 PLANNING

En phase préparatoire, chaque entreprise devra remettre un planning d'exécution détaillée phase par phase intégrant le temps de chaque tâche pour chaque poste ainsi que les contraintes liées à la réalisation des travaux citées ci-dessus :

## 5 CLAUSES TECHNIQUES GENERALES

### 5.1 Prestations incluses dans le marché

Sans qu'il en soit besoin de le mentionner dans le devis descriptif, les prestations suivantes sont à la charge de l'Entrepreneur qui devra en tenir compte pour l'établissement de son prix :

- La fourniture de tout le personnel compétent nécessaire, en nombre compatible avec le délai des travaux établi par le Maître d'ouvrage.
- La fourniture, le transport, l'amenée à pied d'œuvre, la mise en œuvre, les raccordements et réglages de tous les matériels et matériaux, équipements et accessoires nécessaires à l'installation complète, finie et en ordre de marche normale.
- Pour des raisons de sécurité évidente, l'entreprise devra veiller à maintenir un accès de chantier propre et suffisamment protégé de façon à éviter tous accès inopinés sur le chantier.
- Le démontage et le remontage des faux plafonds, bardage, trappes, dans les existants etc...nécessaire aux installations.
- Les raccordements des installations sur les points de livraison des différents matériels.
- L'enlèvement de tous les gravois, emballages divers à la fin des travaux, ainsi que le nettoyage des locaux.
- Etudes et calculs nécessaires, les schémas et plans électriques.
- Fourniture du personnel, matériel, matériaux et travaux nécessaires à la parfaite et complète exécution des ouvrages tels que décrits et en particulier les manutentions, préparations, finitions et révisions.
- Echafaudages et toutes sujétions dues aux travaux en hauteur.
- Les percements seront exécutés par le présent lot pour tous les passages de chemin de câbles et câbles électriques.

- Les protections en passage de dalles, murs et cloisons seront conformes à l'Arrêté du 03 août 1999 et 22 mars 2004 relatif à la résistance au feu des produits, éléments de construction et d'ouvrages ainsi que du BT 0239-1098 de décembre 1998. Diamètres des canalisations conformes suivant DTU.
- Scellement des fixations.
- Tous les essais et les opérations de contrôle, relatifs aux matériaux, matériels, appareils et installations.
- Toutes les épreuves et les matériels nécessaires à la réalisation de ces épreuves.
- Le traitement d'apprêt, la peinture de protection et de finition de l'ensemble des éléments métalliques entrant dans l'installation, (couleur définitive au choix du Maître d'Ouvrage).
- Peinture de protection, étiquette, repérage, schéma, notice d'exploitation.

## **5.2 Responsabilité du titulaire**

Le titulaire devra des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art.

Le titulaire sera tenu de vérifier les documents qui leur seront remis de même que les cotes indiquées sur les plans, ils seront pleinement responsables des erreurs qui pourraient se produire, soit de leur fait, soit par manque de vérification.

Le titulaire ayant suppléé, de par sa connaissance technique aux erreurs ou inexactitudes, aucune réclamation après notification des marchés ne saurait remettre en cause les prix arrêtés.

Le titulaire se soumettra pleinement aux ordres de la maîtrise d'œuvre en vue de rectifier les éventuelles inexactitudes.

Dans le même esprit, les divergences d'interprétation que pourraient soulever éventuellement certaines dispositions des plans ou C.C.T.P. seront réglées par référence aux règles de l'art, aux dispositions des documents techniques de référence et conformément aux décisions de la maîtrise d'œuvre.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer les prescriptions des documents techniques remis par le Maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves par écrit au moment de la remise de son offre.

L'entrepreneur devra s'assurer de la présence et des emplacements de réseaux de gaz, eau, électricité, eaux-usées, ... qui pourraient exister. Aucune canalisation ne doit être endommagée ou démolie sans enquête et approbation de la maîtrise d'œuvre ; tout préjudice causé sera à la charge de l'entrepreneur. Les déviations de canalisations, de quelque nature qu'elles soient sont à la charge de l'entrepreneur. Il est rappelé que les plans fournis le sont à titre indicatif et qu'ils ne comportent pas a priori le recensement exhaustif des réseaux.

### **5.3 Dossier d'exécution**

Les plans d'exécution des ouvrages, notes de calculs et calepins de chantier sont à la charge de chaque entreprise.

Ces documents seront transmis en 3 exemplaires pour approbation de la maîtrise d'œuvre.

L'ensemble de ces documents sera remis sous un délai d'un mois, conformément au planning général des études mis au point au démarrage du chantier.

Les dimensionnements figurants sur les plans sont donnés à titre indicatif et doivent être vérifiés et confirmés par les entreprises à leur remise d'offres. De même, la définition des ouvrages indiquées sur les documents de consultation n'est qu'indicative et doit donc être vérifiée par l'entreprise à la remise des offres.

### **5.4 Dossier des ouvrages exécutés**

Les documents définitifs des ouvrages réellement exécutés seront transmis en 3 exemplaires papier et 1 exemplaire reproductible sur support de type CD-ROM au Maître d'Ouvrage dans le but de créer le dossier des ouvrages exécutés (DOE).

Un exemplaire papier sera transmis au maître d'œuvre pour le dossier d'identité du SSI.

### **5.5 Réunion et visite de chantier**

Pendant toute la durée des travaux, les entrepreneurs devront assurer une réunion et une visite de chantier avec le maître d'œuvre à sa demande, rendez-vous que ce dernier fixera à des jours et heures déterminés. La présence d'un représentant de l'entreprise maniant correctement la langue française est exigée pour assurer un suivi en bonne compréhension avec le maître d'œuvre.

Cependant, le Maître d'œuvre se réserve le droit, à son initiative et s'il le juge nécessaire, de convoquer les entrepreneurs sur le chantier ou en tout autre lieu, au jour et à l'heure fixés par lui.

L'entreprise devra prévoir les moyens de travail en hauteur nécessaire. Les protections individuelles et collectives devront être conformes aux règles en vigueur.

### **5.6 Moyen de travail en hauteur**

L'entreprise devra prévoir les moyens de travail en hauteur nécessaire. Les protections individuelles et collectives devront être conformes aux règles en vigueur.

## **5.7 Nuisances sonores**

Toutes dispositions utiles doivent être prises (organisation du chantier, démarche de sensibilisation des personnels) pour réduire le bruit au niveau le plus bas possible compte tenu des techniques disponibles. Dans le prolongement du décret 95-22 du 9 janvier 1995 la gêne des riverains ne saurait être supérieure de plus de 2 dB A par rapport aux moyennes relevées sur place.

De plus les travailleurs ne devront pas être exposés à des niveaux incompatibles avec leur santé, et respecter les exigences du code du travail ; conformément à l'arrêté du 11 juillet 1977, sur la surveillance médicale des travailleurs exposés à un niveau de bruit supérieur à 85 dB A.

## **5.8 Trous, percements et scellements**

Toutes les opérations nécessaires aux passages de câbles ou gaines (dépose et repose de faux plafond, percement des murs ou planchers, etc.) sont à la charge de l'entreprise attributaire des travaux.

Le rebouchage et le calfeutrement des passages sont de même à la charge de l'entreprise (respect du degré coupe-feu des parois et planchers) et sera effectué par des produits faisant l'objet d'un procès-verbal de résistance au feu pour cet usage.

L'entreprise devra ses scellements dans toute nature de matériaux.

## **5.9 Protection des ouvrages et des personnes**

Pendant toute la durée des travaux, et jusqu'à la réception, le titulaire est responsable de la conservation et du maintien en bon état des matériaux, matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillage et installation de tous ordres du chantier, ainsi que des ouvrages.

Ils sont tenus de se garantir de tous les vols, détournement, dégradations et avaries, dommages, pertes et destructions de toute nature, notamment du fait des intempéries, pour lesquels il est expressément stipulé qu'il ne leur sera, le cas échéant, alloué aucune indemnité.

En outre, le titulaire devra, avec toutes les précautions nécessaires, le déplacement, le stockage à un emplacement déterminé par le Maître d'œuvre en accord avec le Chef d'établissement, la protection, la remise en place et le nettoyage du mobilier existant.

Ils sont tenus de remettre en état ou de réparer ou de remplacer à leurs frais, les ouvrages qui auraient été endommagés, quelle que soit la cause du dégât et sauf leurs recours éventuels contre tout tiers responsable, le Maître de l'Ouvrage demeurant en toute hypothèse, complètement étranger à toutes contestations ou répartitions des dépenses. Ils devront également prendre toutes les dispositions pour éviter tout accident de personne, sur ou aux abords du chantier.

Si des vols, détournements, dégradations, avaries, dommages, pertes ou destructions se produisent pendant le cours des travaux, soit du fait des ouvriers ou préposés d'une entreprise, soit du fait des personnes qui auraient pu s'introduire sur le chantier, il appartient aux entrepreneurs responsables des lieux, des matériaux, des matières premières, matières ouvrées, matériels, engins, outillages, installations ou ouvrages effectués, d'en rechercher et poursuivre les auteurs et d'en assurer les réparations.

Aucune indemnité ne peut être allouée aux entrepreneurs pour les pertes, avaries, dommages dus à leur négligence, leur imprévoyance, le défaut de précaution ou de moyens ou les fausses manœuvres.

Si les travaux viennent à être interrompus, pour quelque cause que ce soit, les entrepreneurs doivent protéger les constructions et ouvrages réalisés contre les dégâts qu'ils pourraient subir, sans frais supplémentaire pour le Maître d'Ouvrage.

## **5.10 Nettoyage de chantier**

### **Généralités**

L'état de propreté permanent du chantier sera maintenu par l'entreprise. Pour cela, l'entreprise devra prévoir un nettoyage journalier : nettoyage en fin de journée de chaque zone de travaux.

En fin de chantier, l'entreprise devra prévoir un nettoyage complet permettant de remettre à disposition l'établissement au minimum dans l'état qu'il lui a été confié : nettoyage des revêtements de sol, des menuiseries, des vitrages, des appareils sanitaires, des appareils électriques, enlèvements des traces de peinture, ...

Aucun stockage de matériel de chantier ne sera autorisé à l'intérieur des bâtiments. Le stockage sera effectué suivant les dispositions définies par la maîtrise d'ouvrage lors de l'ouverture de chantier.

Les déchets, emballages et débris divers seront évacués au fur et à mesure de l'avancement du chantier, soit dans des bennes correctement renouvelées, soit à la décharge publique.

En cas de non-respect de ces prescriptions, le maître d'œuvre pourra faire procéder au nettoyage par une autre entreprise aux frais du défaillant.

### **Gestion des déchets de chantier**

La gestion des déchets sera organisée en conformité avec les prescriptions locales notamment celles du Plan Départemental de Gestion des Déchets du BTP (30/06/2005).

Dans ce cadre, les entreprises réduiront au maximum les déchets de chantier à la source par le choix des produits.

Chaque entreprise est responsable de ses déchets jusqu'à sa prise en charge par le centre de traitement approprié.

Elles devront également respecter le classement et la catégorie de ses déchets afin d'en faciliter le tri.

Des fiches de suivi de déchets spécifiques à chaque corps d'état seront remplies par toutes les entreprises concernées.

Elles définissent la nature et l'estimation quantitative de chaque type de déchets. Les déchets seront triés au minimum suivant les 4 catégories suivantes :

- Les déchets inertes ;
- Les déchets industriels banals ;
- Les déchets industriels spéciaux (DIS ou déchets dangereux) ;
- Les déchets d'emballages.

### **5.11 Paramétrage et Mise en service**

Chaque entreprise doit le paramétrage et la mise en service relative au bon fonctionnement du système de sécurité incendie. Pour cela, elle devra s'appuyer sur le constructeur.

### **5.12 Rapport d'essais par autocontrôle**

Avant toute réception de l'installation, chaque entreprise devra procéder, aux essais et contrôles de bon fonctionnement de l'installation conformément aux spécifications du §15 de la norme NF S 61 932.

Préalablement à la réception technique, l'installateur réalise, pour chaque matériel qui le concerne, l'ensemble des essais par autocontrôle et doit établir un document indiquant les résultats obtenus et attestant du bon fonctionnement de chacun de ces matériels.

Ce document doit être fourni au maître d'œuvre, le résultat de chaque essai est enregistré et annexé au dossier d'identité du SSI.

### **5.13 Contrôles, Essais et Réception**

Les frais liés à la réception des travaux sont à la charge de l'Entreprise (prêt de matériels et d'appareils de mesure, personnel de l'Entreprise, ...).

D'une manière générale, le Maître d'Œuvre effectue en compagnie du contrôleur technique missionné par la maîtrise d'ouvrage, avant de procéder à la réception, les contrôles suivants :

- le respect du CCTP,
- le bon respect de la protection des travailleurs,
- le bon fonctionnement des machines, des équipements électrotechniques, des

- automatismes et des alarmes,
- la bonne fixation des armoires, coffrets, réservoirs, échappements, ventilations, tuyauteries, ...

Ces contrôles et essais porteront plus particulièrement sur le respect des règles de l'art, des normes, des décrets et arrêtés.

Au cours des opérations, il sera procédé à une minutieuse inspection de la pose des appareillages et canalisations. Tout ouvrage qui serait négligé ou dont la fixation serait insuffisante, sera systématiquement refusé.

L'Entrepreneur est tenu d'éliminer les défauts constatés dans un délai fixé par la Maîtrise d'Œuvre.

Lors de la réception de chantier, la présence est obligatoire pour les conducteurs de travaux ou chargés d'affaires, et en aucun cas un technicien seul.

#### **5.14 Dépose des équipements existants**

Les travaux commenceront par la dépose des équipements existants comprenant l'enlèvement, la manutention et le transport à la décharge de l'ensemble.

Les prestations sont à effectuer dans un site occupé avec maintien impératif de fonctionnement pour les installations en service.

Contraintes pour la réalisation des travaux : Toutes les opérations liées à la mise à niveau du SSI devront se faire en gardant opérationnel le SDI et en assurant le pilotage des asservissements existants (commande manuelle de façon ponctuelle avec rédaction de procédures précises).

Le basculement des nouveaux volets sera effectué ligne de commande par ligne de commande.

La continuité du fonctionnement des services est une contrainte qui doit impérativement être prise en compte dans la conception du projet.

Certaines interventions pouvant se dérouler au cœur même d'un service hospitalier, il y a lieu de tenir compte des contraintes imposées par un site en activité, notamment en termes de nuisance pouvant entraîner des gênes pour l'exploitation.

#### **5.15 Propreté du chantier**

Le chantier devra être maintenu continuellement dans un état de propreté. Le nettoyage sera exécuté autant de fois que nécessaire sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

Le basculement des nouveaux volets sera effectué ligne de commande par ligne de commande.

La continuité du fonctionnement des services est une contrainte qui doit impérativement être prise en compte dans la conception du projet.

Certaines interventions pouvant se dérouler au cœur même d'un service hospitalier, il y a lieu de tenir compte des contraintes imposées par un site en activité, notamment en termes de nuisance pouvant entraîner des gênes pour l'exploitation.

### **5.16 Propreté du chantier**

Le chantier devra être maintenu continuellement dans un état de propreté. Le nettoyage sera exécuté autant de fois que nécessaire sur simple demande du Maître d'Ouvrage ou du Maître d'Œuvre.

### **5.17 Installation de chantier**

La maîtrise d'ouvrage mettra à disposition des entreprises d'un réfectoire, de sanitaires, de vestiaires et de locaux de stockages.

## **6 ANNEXES**

**Annexe 1 : Clauses techniques Lot 1 : Electricité**

**Annexe 2 : Clauses techniques Lot 1 : Désenfumage**

**Annexe 3 : Plans Bâtiment HOTEL : R+2 / R+3 / R+4**

David MORGAN  
Ingénieur



The stamp is circular with the following text: "Assistance Publique" at the top, "Hôpital SAN SALVADOR" in the center, "BP 30080" below that, "93407 HYERES CEDEX" at the bottom, and "Hopitaux de Paris" around the bottom edge.

